



Face à l'austérité, amplifions la mobilisation !

Le 15 mai, plus de 10 000 salarié-e-s ont manifesté en Haute Garonne contre les politiques d'austérité, traduite dans le pacte de responsabilité par le gouvernement. Le succès de cette mobilisation, après les annonces de Valls concernant le report de la revalorisation des prestations sociales et des retraites, le gel du point d'indice jusqu'en 2017, les nouvelles exonérations de cotisations, l'attaque contre les collectivités territoriales, l'Etat et, plus globalement, les services publics, reflète le refus, de la part des salariés, des orientations gouvernementales, aujourd'hui comme hier, et confirme leur disponibilité à agir pour le progrès social.

Les résultats de la séquence électorale (municipales et européennes) démontrent aussi le fossé grandissant, voire la défiance, vis-à-vis des politiques en totale contradiction avec les aspirations des citoyens à vivre mieux !

Les 7 et 8 juillet : une 3^{ème} conférence dite sociale pour entériner de nouvelles restrictions ?

La 1^{er} conférence de 2012 a modifié en profondeur le code du travail et a accru le chômage et la précarité. La 2^{ème}, l'année suivante, a poursuivi la remise en cause des régimes de retraites initiée par Fillon et Sarkozy.

Il s'agit aujourd'hui, pour le gouvernement, après avoir répondu aux exigences patronales d'exonérations fiscales et de crédits d'impôt, au travers du « pacte de responsabilité », d'imposer aux salariés un nouveau train d'économie dans tous les domaines : l'emploi, la formation, la protection sociale, les services et les fonctions publiques, les rémunérations.

La fuite en avant de la présidence Hollande vers une « politique de l'offre » a conduit à une montée de l'influence du FN, ce résultat électoral renforce notre détermination commune à combattre les idées d'extrême-droite porteuses de haine, d'exclusion, de division et de racisme, de régression sociale au travail et dans la société. Aucune réponse sérieuse n'est apportée aux difficultés des populations.

Une autre politique est possible et nécessaire pour sortir de la crise. Elle passe par l'arrêt des cadeaux au patronat et aux détenteurs des richesses, elle appelle en parallèle:

- ✓ L'augmentation des salaires, des minima sociaux et des pensions de retraite,
- ✓ Une vraie politique de reconquête de l'emploi industriel,
- ✓ Des services publics de qualité et de proximité,
- ✓ Une protection sociale de haut niveau sécurisant les parcours de vie,
- ✓ L'arrêt des licenciements abusifs
- ✓ Le retrait de la réforme territoriale

La relance de l'économie passera aussi par l'augmentation des revenus et des créations d'emplois privés et publics. C'est parfaitement possible avec un autre partage des richesses.

Les organisations syndicales CGT FSU, Solidaires appellent les salarié-e-s à une journée de grève et de mobilisation le **Judi 26 juin 2014 dans le cadre de la journée nationale d'action
Manifestation 10h30 départ place Esquirol**